

LA GRÈVE LARGEMENT SUIVIE

La protesta gagne la Fonction publique

Le Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique affirme que de nouvelles protestations seront prévues si le gouvernement ne prend pas en charge «dans un délai d'une semaine» les revendications des fonctionnaires.

Irane Belkhedim - Alger (Le Soir) - Hier, quelque 84% des employés de la Fonction publique se sont mis en grève, selon le Snapap. Le mouvement est qualifié de «réussi», malgré «les pressions et les menaces» de l'administration qui ont été constatées dans certaines

wilayas (Djelfa, Mascara, Tébessa et Tizi-Ouzou).

«Nous en sommes satisfaits, car la grève a été largement suivie», a déclaré le président du syndicat, Belgacem Felfoul, précisant que le secteur des collectivités locales (communes et wilayas) a été le plus touché puisqu'il a enre-

gistré 80% de taux de participation.

«Par ce débrayage, nous avertissons le gouvernement sur l'urgence de la situation. Il doit prendre les décisions nécessaires et répondre aux préoccupations des travailleurs de la Fonction publique afin d'améliorer leur niveau de vie et leur situation socioprofessionnelle», a-t-il estimé.

Déterminé à aller jusqu'au bout, le secrétariat général du Snapap a indiqué que le gouvernement dispose d'une

semaine pour répondre aux revendications soulevées sinon la protesta reprendra pour une longue durée. «Cette grève sera suivie d'autres», indique le syndicat dans un communiqué rendu public.

Une plate-forme de 11 points de revendications a été soumise aux autorités de tutelle.

La promulgation de l'ensemble des statuts particuliers et de leurs régimes indemnitaires, l'harmonisation des

taux du régime indemnitaire concernant les corps communs (40% pour tous), l'intégration de l'ensemble des contractuels et vacataires au niveau de la Fonction publique, l'installation du conseil supérieur de la Fonction publique, l'augmentation de la prime scolaire à 2 000 DA, des allocations familiales à 1 200 DA pour chaque enfant constituant, entre autres, les revendications des fonctionnaires.

«Pour l'heure, les autorités

ne nous ont pas contactés. Il y a quelque temps, nous avons engagé des négociations en tant que fédération avec les représentants de différents secteurs tels que les ministères de l'Éducation, du Travail, de l'Intérieur... Certains points ont été résolus et d'autres non. Nous souhaitons négocier avec le gouvernement ou ses représentants pour régler définitivement certaines questions», a soutenu Belgacem Felfoul.

I. B.

DJAMEL OULD-ABBÈS INVITÉ DE LA RADIO CHAÎNE I :

«Les médecins résidents doivent faire preuve de pondération»

Invité de l'émission Tahaoulet de la Radio nationale Chaîne I, Djamel Ould-Abbès, ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, a appelé hier les médecins résidents à plus de pondération et de sagesse et à éviter de prendre les malades en otages dans le cadre de leurs actions de protestation. Le ministre a assuré que la principale revendication des résidents, à savoir l'annulation du service civil, «dépasse de loin les prérogatives de son secteur».

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Alors que les médecins résidents annonçaient, hier, lors d'une conférence de presse, qu'ils boycottaient

désormais les commissions installées au niveau du ministère de tutelle, le premier responsable du secteur a, encore une fois, déclaré qu'il n'était

pas du ressort de son département d'annuler le service civil.

Répondant aux questions de la journaliste de la radio Chaîne I, Djamel Ould-Abbès a expliqué que leurs revendications ne concernent pas le secteur de la santé, notamment pour ce qui est de la revendication essentielle, à savoir l'annulation du service civil.

«Cette question doit être étudiée dans un cadre large,

au niveau du gouvernement. Le service civil dépend d'une loi et ne peut être changé que par la loi.

Cela dit, le service civil doit être organisé, je leur garantis le plateau technique et les conditions de travail nécessaires ainsi que le logement de fonction. Ce service est destiné à assurer la couverture du territoire national et la prise en charge des patients au niveau des régions isolées du pays», a expliqué le

ministre. Il annoncera aussi le projet de réalisation de trois universités au sud du pays et qui «permettront à ces contrées de ne plus dépendre du nord du pays pour le recrutement de médecins spécialistes».

S'agissant de l'annulation du service national, elle n'est pas possible, assure l'invité de la radio, du fait qu'il est consacré par la Constitution. Le ministre a aussi appelé les médecins résidents à revenir

sur leur décision de maintenir les actions de protestation.

Le ministre de la Santé a aussi assuré que tous les syndicats ont été entendus au niveau de son département durant les quatre derniers mois.

S'agissant des paramédicaux, Djamel Ould-Abbès a rappelé que toutes leurs revendications ont été satisfaites à travers la signature de six décrets.

F-Z. B.

SANTÉ

Les résidents claquent la porte des commissions

Les médecins résidents passent la vitesse supérieure. Ils ont organisé hier un sit-in devant la présidence de la République. Ils ne comptent pas mettre fin à leur grève illimitée avant que des assurances ne leur soient données au sujet de la suppression du service civil.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Entre les résidents et le ministère de la Santé, c'est le clash. Le collectif autonome des médecins résidents ne considère plus le département d'Ould Abbès comme un interlocuteur.

Les événements se sont précipités après la réunion de lundi des commissions auxquelles avaient pris part les résidents mandatés. Les représentants des résidents y ont en effet appris que le ministère de la Santé n'avait nullement l'intention de trouver une solution à leur revendication principale, à savoir le service civil.

C'est à ce moment que les résidents ont décidé de se retirer des trois commissions installées par le ministère de la santé.

Une décision que commente le docteur Benhabib, un des porte-paroles du collectif. «Au niveau des commissions, on nous proposait tout juste une amélioration du service civil, or ce qu'on demandait c'est d'abord que soit fait le bilan de la mise en œuvre du service civil que nous considérons comme un échec», explique-t-il en ajoutant que l'expérience avait montré que l'instauration du service civil avait montré ses limites. Il en veut pour preuve la situation que vivent les résidents dans les zones reculées et qui se retrouvent souvent isolés et sans plateau technique. Il n'est pas rare qu'un cardiologue se retrouve sans matériel ou qu'un gynécologue soit affecté dans une structure dénuée de tous moyens.

Les résidents estiment que la couverture à 100% du territoire national en médecins spécialistes est une utopie au regard de l'immensité du territoire. Les résidents ont proposé une évaluation de la mise en œuvre du service civil et se disent prêts à attendre le temps qu'il faudra aux autorités pour trouver la meilleure formule pour couvrir le territoire en spécialistes et ôter le caractère obligatoire du service civil.

Pour se faire entendre, ils ont adressé une lettre ouverte au président de la République. Le sit-in organisé hier signalait la fin d'un simulacre de dialogue avec le ministère de la Santé. Les résidents sont en attente d'un interlocuteur qui soit en mesure de répondre à leurs doléances. En attendant, ils restent mobilisés.

La grève illimitée est toujours maintenue. Les résidents ne comptent pas baisser les bras.

N. I.

COMMUNIQUÉ

Tamer El-Mahdi aux cadres d'OTA : «Vous devez être fiers de vos réalisations»

C'est dans une ambiance conviviale, autour d'un déjeuner, qu'a eu lieu le traditionnel Manager's Day qui rassemble l'ensemble des cadres de l'entreprise d'Alger et de toutes les régions du pays. Le directeur général Tamer El-Mahdi a tenu à féliciter tous les cadres d'OTA pour la qualité de leur travail et leurs efforts qui ont permis à Djezzy de consolider sa place de leader et de dépasser ainsi le cap des 15 millions. «Je vous remercie pour votre engagement, votre dévouement et votre capacité à relever les plus grands défis au service de l'entreprise et du client. Je suis fier de vous. Et vous devez tous être fiers de ce que vous faites», a

précisé le directeur général. Par ailleurs et, à titre exceptionnel, la direction générale a invité les meilleurs employés d'OTA pour 2010 ainsi que ceux du premier trimestre 2011. Ces employés primés ont été gratifiés de très beaux cadeaux et de diverses autres récompenses pour leurs efforts et leur compétence. «Vous faites honneur à l'entreprise, leur a déclaré Tamer El-Mahdi. Je vous félicite pour vos performances qui témoignent de la qualité de votre travail.» Le directeur général a mis aussi l'accent sur l'épanouissement professionnel et social de tous les employés, quelle que soit leur position dans la hiérarchie de l'entreprise. «Nous

sommes une grande famille liée par les liens de la solidarité, de la transparence et de la performance», a-t-il précisé. Un débat très franc et fécond a eu lieu. Ce qui a permis au directeur général de répondre à toutes les questions des employés qui ont souligné, à leur tour, leur attachement à l'entreprise et leur engagement total. Tamer El-Mahdi les a remerciés en leur délivrant à l'occasion un message d'optimisme et d'encouragement.

Après plus de six heures de débats et d'échanges, le Manager's Day s'est terminé dans la bonne humeur, la cohésion et l'esprit d'équipe.

Le MDN rassure les anciens militaires radiés pour affections non imputables au service

Le ministère de la Défense nationale a rassuré hier les anciens militaires radiés des rangs de l'Armée nationale populaire (ANP) pour affections non imputables au service quant au traitement «diligent et équitable» qui sera réservé à leurs dossiers.

«Dans le cadre de la prise en charge des doléances exprimées par les anciens militaires radiés des rangs de l'Armée nationale populaire (ANP) pour affections non imputables au service, le ministère de la Défense nationale informe l'ensemble des personnes concernées de l'institution des commissions qui sont chargées d'examiner et, éventuellement, réexaminer les dossiers déposés, au cas par cas, sur la base des documents d'expertise médicale, en concertation avec les services habilités relevant de la région militaire territorialement compétente», indique le ministère dans un communiqué.

«A ce titre, le ministère de la Défense nationale invite les intéressés qui n'ont pas encore déposé leurs dossiers à se rapprocher des bureaux régionaux des pensions militaires munis des pièces attestant de leur état en leur possession», précise la même source. «Tout en assurant les concernés du traitement diligent et équitable qui sera réservé à tous les dossiers, le ministère de la Défense nationale maintient le contact permanent avec les représentants des requérants, à l'effet de les tenir régulièrement informés de l'évolution du processus de prise en charge de leurs requêtes», conclut le ministère.